

Le PRÉSIDENT: Sera-t-elle longue?

M. MACDONNELL: Je vais attendre.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais partager le temps du Comité ce matin. M. Quelch prendra 15 minutes, M. Tucker également, ensuite M. Cameron ou M. Noseworthy, ou M. Stewart; le temps libre sera alors écoulé et vous pourrez tous recommencer cet après-midi.

Le TÉMOIN: Puis-je ajouter quelques mots pour conclure mes remarques à l'adresse de M. Macdonnell? Je devrais dire que la seule façon pour une banque centrale de s'acquitter de sa tâche est de tenter d'influer sur la constitution du crédit, ce qui, inévitablement, influe sur les taux d'intérêt en général, et non seulement des obligations du gouvernement.

M. MACDONNELL: Je suis content que vous ayez ajouté cette explication.

M. Quelch:

D. Monsieur le président, on s'inquiète beaucoup au Canada, actuellement, du fait que les produits s'accumulent, surtout les produits agricoles, et on nous laisse entendre que les deux principales difficultés en matière d'exportation, c'est d'abord les prix de nos denrées qui sont peut-être trop élevés comparativement à ceux d'autres pays et, deuxièmement, le manque de dollars chez nos acheteurs éventuels. Le rapport de la Banque du Canada pour l'année 1953 déclare, à la page 17:

Certains pays ont préféré importer des sources d'approvisionnement les moins onéreuses, quelle que fût la devise employée, quoique cette amélioration ait jusqu'ici été plus apparente dans le cas des denrées alimentaires essentielles et des matières premières...

J'ignore si cela veut dire que plus de denrées sont achetées dans une zone du dollar à cause des prix, en dépit de la pénurie de dollars. Évidemment, ce n'est pas le cas, parce que les prix des produits agricoles au Canada semblent très élevés comparativement à ceux d'autres pays. Je base mon opinion sur la déclaration suivante que faisait M. Gardiner, l'automne dernier, devant l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture:

Nos frais de production sont très élevés. Je ne crois pas qu'actuellement un seul pays du monde puisse acheter certains de nos produits aux prix que nos cultivateurs doivent exiger s'ils veulent gagner de quoi vivre.

Cela laisse entendre que nos prix sont très élevés en comparaison d'autres pays. Maintenant, voici ce qui me préoccupe: croyez-vous que nous puissions prendre quelque mesure monétaire afin d'aider à réduire le prix de ces denrées pour les pays qui en ont besoin? Je dis ceci parce que j'ai moi-même quelque expérience en agriculture, et je suis convaincu que nos cultivateurs obtiennent un aussi bon rendement que ceux d'autres pays. Je ne crois pas qu'ils puissent eux-mêmes faire grand-chose pour réduire leurs frais de production. S'il faut les réduire, il me semble que nous devons recourir à d'autres moyens. Je songe au maintien du dollar canadien à un taux beaucoup plus élevé que celui des États-Unis. Lorsque le dollar canadien valait 90c., les pays d'Europe pouvaient se procurer nos produits à bien meilleur marché, mais à la suite de la hausse du dollar canadien, il s'est produit une augmentation des frais, à leur égard, ou un prix réduit pour les Canadiens. Considérez-vous qu'il est juste de maintenir le dollar canadien au taux actuel qui est très élevé?—R. Ce taux, naturellement, est influencé par l'offre et la demande. Je ne suis pas en mesure de vous dire si ce taux est désirable ou indésirable.